

Brochure n° 3013

**Accord collectif national**

IDCC : 1325. – **COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION**  
**Gérants non salariés**

---

AVENANT N° 107 DU 20 DÉCEMBRE 2007  
RELATIF AU CONGÉ DE DISPONIBILITÉ PARENTALE

NOR : *ASET0850356M*

IDCC : *1325*

---

Entre :

La fédération nationale des coopératives de consommateurs,

D'une part, et

La FNAA CFE-CGC ;

La CSFV-CFTC ;

La FGTA-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet de l'avenant*

L'objet du présent avenant est de reconnaître aux gérants mandataires non salariés un droit au congé de disponibilité parentale à l'occasion de la naissance d'un enfant ou de l'arrivée d'un enfant dans le foyer, compatible avec l'indépendance de leur mandat et les préoccupations économiques spécifiques du commerce de proximité ainsi que sa mise en œuvre adaptée à leur statut.

Dans un souci de simplification, la formule « le gérant mandataire » utilisée dans le texte du présent avenant exprime le (ou la) gérant(e) mandataire de façon indifférenciée.

## **Article 2**

### *Ouverture des droits*

A la date de la naissance ou de l'adoption d'un enfant de moins de 16 ans, tout gérant mandataire non salarié ayant accompli un mandat continu d'au moins 1 an pourra demander la suspension de son contrat de gérance mandataire pour élever cet enfant.

Cette situation de suspension ne concerne que le temps plein de l'activité et, dans la situation d'une gérance en couple, le droit au présent congé est ouvert à un seul des deux gérants.

Le gérant mandataire doit informer la société mandante par lettre recommandée avec avis de réception précisant le point de départ et la durée du congé choisi.

Cette information doit être faite :

- soit 3 mois avant la fin du congé de maternité ou d'adoption ;
- soit 3 mois avant la prise du congé si celui-ci ne débute pas immédiatement après le congé de maternité ou d'adoption.

## **Article 3**

### *Durée du congé*

Il a une durée initiale minimale de 1 an sauf dérogation particulière accordée par la société mandante. Il peut être prolongé 2 fois, avec accord de la société coopérative sans toutefois excéder la date du troisième anniversaire de l'enfant.

Pour chacun des deux renouvellements, le gérant mandataire non salarié doit avertir la société mandante 3 mois avant l'expiration du congé en cours, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas d'adoption, le congé ne peut dépasser :

- une durée de 3 ans si l'enfant était âgé de moins de 3 ans à son arrivée au foyer ;
- une durée de 1 an si l'enfant était âgé de plus de 3 ans et n'a pas encore atteint l'âge de 16 ans révolus.

En cas de maladie, d'accident ou de handicap grave de l'enfant, la durée du congé de mise à disposition parentale sera de droit à la demande du gérant prolongée de 1 an.

## **Article 4**

### *Situation du gérant pendant le congé*

Le congé de disponibilité parentale fait l'objet d'une suspension du contrat et, à ce titre, n'est pas rémunéré.

Pour la détermination des avantages liés à l'ancienneté, le congé de disponibilité parentale est retenu pour la moitié de sa durée.

Pendant son congé le gérant ne peut exercer aucune activité professionnelle.

## **Article 5**

### *Interruption du congé de disponibilité parentale*

En cas de décès de l'enfant ou de diminution importante des ressources du ménage, il est possible au bénéficiaire du congé de disponibilité parentale de solliciter la reprise anticipée de son activité professionnelle initiale avec l'accord de la société mandante.

Une demande motivée doit être adressée à la société coopérative, par lettre recommandée avec accusé de réception, 3 mois au moins avant la date d'interruption souhaitée du congé.

## **Article 6**

### *Logement mis à disposition du gérant mandataire*

Lorsque, éventuellement, un logement est mis à disposition du gérant mandataire, celui-ci continuera pendant la durée de son congé de disponibilité parentale à l'occuper, sauf s'il y renonce expressément.

## **Article 7**

### *Terme du congé de disponibilité parentale*

Dans le cadre de la transposition des dispositions de l'article 12 « Garantie de l'emploi » de l'avenant collectif national portant statut des gérants mandataires, le gérant mandataire dont le contrat a été suspendu pendant la durée d'un congé de disponibilité parentale et qui, au terme normal ou anticipé de son congé, ne peut être réaffecté à son magasin initial bénéficiera d'une proposition d'affectation à un autre magasin dont le chiffre d'affaires est, dans la mesure du possible et selon la disponibilité des succursales, équivalent.

## **Article 8**

### *Date d'application*

Le présent avenant s'appliquera aux gérants mandataires qui formuleront une demande de congé à compter du mois qui suit sa signature.

## **Article 9**

### *Formalités de dépôt*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 132-10 du code de travail.

Fait à Paris, le 20 décembre 2007.

### **Organisation patronale :**

FNCC.

### **Syndicats de salariés :**

CFE-CGC agroalimentaire ;

CSFV-CFTC ;

FGTA-FO.

